

L'AVANT-GARDE.

PRIX DE L'ABONNEMENT:

	1 an	6 mois	3 mois
PARIS.....	18 fr.	9 fr.	4 fr. 50
BANLIEUE.....	24	12	6
DÉPARTEMENT.....	32	16	8
ÉTRANGER.....	48	24	12

ON S'ABONNE A PARIS AU BUREAU DU JOURNAL, 44, PASSAGE JOUFFROY.

Et dans les Départemens :
AUX BUREAUX DES POSTES, DES MESSAGERIES NATIONALES ET GÉNÉRALES, CHEZ TOUS LES PRINCIPAUX LIBRAIRES, ET CHEZ LES CORRESPONDANTS
DE L'AGENCE GÉNÉRALE DES ABONNEMENTS DE LA RUE DU PONCEAU. — A MELUN, CHEZ M. HYS.
Ou en envoyant *franco* au Gérant un mandat sur la poste.

INSERTIONS:

Annonces, la ligne..... 1 fr.
Réclames, la ligne..... 2 fr.

Les lettres non affranchies seront rigoureusement refusées.

La Révolution.

La révolution du 24 février n'est pas seulement *politique*, c'est la réaction qui le dit; elle est *sociale*: voilà sa force, et c'est en quoi elle se rapproche plutôt de la première révolution de 1789 qu'elle de 1830. Ce n'est donc plus, et il n'y faut pas penser, l'avènement d'une classe privilégiée, c'est l'avènement de toutes les classes, la vraie, la grande démocratie.

Quel devait être, dès lors, le gouvernement de la France? la République. Mais on l'entend aujourd'hui de bien des manières; on la subit d'abord, et on voudrait la restreindre d'un côté; de l'autre, on l'accepte, et on l'exalte même; mais on pourrait aussi la perdre. Où sont les soutiens réels, uniques de la République? Examinons bien chaque parti: on en compte trois, les modérés, les ultra-révolutionnaires, les réactionnaires; voyons comment ils vont se classer dans l'Assemblée Constituante.

Si nous n'étions décidés à défendre, avant tout, dans la république les principes de gouvernement; à réclamer ainsi, et plus que jamais l'unité et la force dans le pouvoir, nous dirions peut-être qu'entre les partis, nous préférons les modérés; mais, nous n'y avons nulle confiance. Qu'est-ce, en effet, que le juste milieu révolutionnaire? Mais qu'est-ce aussi que beaucoup de ces politiques prétendus avancés! Et qu'y a-t-il encore à attendre des hommes du passé, des réactionnaires? Il y a là à peine quelques amis rares et douteux, et, à coup sûr, il y aura bientôt des ennemis publics de la révolution.

Nous ne serons donc pas modérés dans ce temps de crise profonde; nous n'essaierons pas de conciliation inutile. Le gouvernement, faut-il le déclarer, le gouvernement sera contraint de se diviser à l'ouverture de l'Assemblée constituante; il le faut absolument, il le doit, et en cela il sera conséquent avec le pays: il fera ce qui lui est ordonné par les élections.

Le salut de la République est à ce prix que le Gouvernement provisoire, ou même le comité directeur chargé de l'*interim* des affaires jusqu'au vote de la Constituante, n'hésite pas à établir au milieu de la Constituante une politique plus franche, où il soit enfin possible de distinguer l'opinion de la majorité de celle de la minorité, sans faiblir ni devant l'une ni devant l'autre. En effet, nous n'ignorons pas que la majorité paraît incliner vers la modération, vers les demi-mesures.

Ce sera alors le cas, pour M. Lamartine notamment, de montrer s'il est ou non révolutionnaire, s'il comprend bien, ou sait faire comprendre que la politique révolutionnaire est aujourd'hui la vraie politique gouvernementale. M. Lamartine peut trouver dans cette majorité ce degré d'adhésion, de dévouement politique même, dont les partis extrêmes ne se sont, jusqu'ici, jamais montrés capables, parce qu'en eux l'esprit de révolte l'emporte vraiment sur l'esprit politique. Nous voulons enfin la lutte dans l'Assemblée constituante; plus de fausse conciliation. Nous voulons la guerre de la révolution nouvelle, à la fois contre deux fractions, deux minorités: les partisans des restaurations philippiques ou légitimistes et les jacobins.

La révolution du 24 février 1848 procède, mais ne doit pas s'inspirer de 93 ni de 1830.

Le Gouvernement provisoire, nous le craignons bien, ne tiendra pas plus compte qu'il ne l'a fait jusqu'ici de la situation violente où se trouvent les affaires de la République. La majorité, qui a à peu près compris la révolution, continuera à hésiter, et au lieu de rallier personne à sa politique, elle s'exposera à être abandonnée de tous. L'initiative du Gouvernement venant à manquer à l'Assemblée constituante, qu'arrivera-t-il au pays, à la révolution même? Le parti de la réforme sociale succombera encore pour se relever sans doute, mais le moment de tracer une politique à la révolution aura été manqué. La France acceptera-t-elle la dictature des minorités? Non. Confiera-t-elle son gouvernement à M. Ledru-Rollin, qui s'est montré aussi dangereux ministre que M. Lamartine s'est montré indécis dans des circonstances qui déjà auraient dû révéler en lui un homme d'Etat? La France ne supportera pas plus l'incapacité de l'un que la faiblesse de l'autre: elle demandera encore à être gouvernée; et, qu'on n'en doute pas, un véritable chef s'élèvera du milieu de l'Assemblée, et à défaut des chefs actuels, un homme politique, un simple homme du peuple, assez fort pour diriger à son tour l'Etat en sauvant les principes de la révolution.

Nous en appelons donc à l'Assemblée constituante contre le Gouvernement provisoire; nous en appelons au peuple, si le 24 février ne doit être qu'une parodie du juste-milieu de 1830, ou de la dictature du Comité de salut public. La politique républicaine de 1848 est-elle aujourd'hui fixée? Elle ne l'est pas. Et dans deux jours vous ne vous présenterez qu'avec un discours devant l'Assemblée des représentants du peuple! C'est modeste, si c'est là votre coup d'Etat.

La Dictature.

La monarchie devait nous donner la liberté par l'ordre. La République doit nous donner l'ordre par la liberté.

La monarchie n'a tenu que la moitié de sa promesse. Le sol politique raffermi, l'émeute vaincue, l'ordre fondé, elle a cru sa tâche accomplie. Dans le calme et la sécurité dont le pays l'entourait pour qu'elle pût achever paisiblement son œuvre, elle a cru voir l'abdication politique du pays. Elle a poussé l'avenglement jusqu'à tourner contre la liberté cette force morale qui devait être dans ses mains un instrument de liberté. Voilà pourquoi la France a brisé la monarchie.

La République saura-t-elle éviter ce danger? Nous l'espérons et le désirons. Quoi qu'il en soit, l'épreuve ne saurait être ici longtemps indéfinie. La liberté, qui n'était sous la monarchie, qu'une conséquence lente et détournée de l'ordre, est dans la République son véritable point de départ. La monarchie ne pouvait étendre, après tout, les droits des masses qu'au détriment de ses propres droits: ses hésitations, ses résistances avaient, jusqu'à certain point, l'instinct de conservation pour excuse. En étendant, au contraire, ces droits, en les étendant jusqu'aux dernières limites, le régime républicain ne peut que fortifier le principe même de son existence: le gouvernement de tous par tous. Ici, plus de droits lésés par la liberté; dès lors plus de résistance légitime ou logique à la liberté.

Au sortir du provisoire, nous croyons cette distinction utile. La France a subi sans trop murmurer pendant deux mois un régime qui semblait avoir pris à tâche de légitimer tous les despotismes passés, et certains hommes, dont le citoyen ministre de l'intérieur n'est pas, selon nous, l'expression exagérée, pourraient être tentés de voir dans cette apparente inertie de l'esprit public une indice de lassitude et d'abnégation, un conseil de dictature.

Que ces hommes se détrompent. Si la France s'est montrée patiente, c'est qu'elle se savait forte. Si la France a accepté un régime dictatorial, c'est qu'elle était sûre de pouvoir le briser dès qu'il deviendrait inutile. Si la France a fait momentanément abandon de ses droits entre les mains du Gouvernement provisoire, c'est qu'il était pour elle, en l'absence de tout pouvoir régulièrement établi, l'expression matérielle, la seule expression visible de la révolution, mais d'une révolution faite ne l'oublions pas, pour la liberté. Ce n'est pas, en un mot, par indifférence que la France a abdiqué temporairement sa liberté; c'est plutôt par fanatisme de liberté. La coterie à laquelle nous faisons allusion se méprendrait donc du tout au tout si elle prétendait s'autoriser de la tolérance passagère de l'opinion pour la désarmer ou l'asservir.

Aujourd'hui que la révolution est fondée et qu'elle a étendu, par le vote universel, ses racines sur toute la surface du pays, les influences anormales que la nécessité avait intronisées perdent toute raison d'être. La France est entrée, par les élections, dans la plénitude de sa souveraineté. Malheur au pouvoir qui, sous prétexte de diriger ses pas dans l'ère inconnue qui s'ouvre, voudrait encore la tenir en tutelle! Si la France a brisé le trône, c'est qu'elle sentait l'heure de son émancipation venue. Elle n'a plus voulu de la monarchie, qui lui offrait, par l'unité du commandement et par la perpétuité de l'intérêt de famille, des garanties incontestables d'ordre, mais qui lui mesurait d'une main trop avare la liberté. Elle voudrait encore moins d'une dictature éphémère de parti qui ne lui offrirait ni les libertés de la république, ni les garanties de la monarchie.

La République et les républicains.

Citoyens gouvernants, représentants, gens de finances, de plume, de robe et d'épée, — à notre tour maintenant... — deux mots, s'il vous plaît.

Nous vous connaissons de vieille date: les grands mots et les grimaces tricolores ne nous en imposent guères.

Vous grimacez mal les vertus que vous ne connaissez que de nom.

Prenez donc garde! votre masque se déchire... On voit déjà votre orgueil et votre rapacité.

Criez bien fort vive la République! ceinturez-vous d'écharpes tricolores à crêpines d'or...

Endossez, pour la circonstance, vos bottes les mieux vernies, vos gilets les plus blancs, vos fracs les plus noirs...

Rondissez votre prunelle bordée de rouge, ombragez-vous la face de vos sourcils, relevez le menton à la hauteur du front.

Très bien...

Campez-vous sous l'Arc-de-Triomphe, sur un trône d'Opéra; distribuez des drapeaux, et faites défiler quatre cent mille hommes devant vos majestés provisoires...

Lés sots vous applaudiront à tout rompre... ce sera fort divertissant.

Lâchez vos petits discours à jets continus: Si les hommes se laissent conduire par le nez, n'oubliez pas qu'ils se prennent par les oreilles.

Prêchez l'égalité et la fraternité; mais que cela ne vous empêche pas de vous goberger dans les palais ministériels, de vous voiturer dans les carrosses de la cour et de vous accouder sur les loges royales!

Les ateliers sont fermés, les magasins déserts, les fonds cachés, les ouvriers chomant; qu'importe cela? En chasse, messieurs du provisoire; allons, avec les citoyens Garnier-Pagès et Pagnerre, courre le cerf à Chantilly... Les chiens sont ardents, après à la guele, la bête est grasse, la curée sera plantureuse... en chasse, messieurs!

Faites grand bruit, vivez au large! insultez à la misère du haut de votre vertu nourrie à quatre services... Vous aimez le peuple? Ce bon peuple, si facile et si bête, toujours prêt à crier vive n'importe qui! à bas n'importe quoi... Vous avez le ventre déjà, c'est quelque chose, la tête et les bras viendront plus tard.

Changez les mots, la révolution est là toute entière... au lieu de monarchie, mettez république... Liberté, égalité, fraternité, — au lieu de liberté, ordre public, et ce qui était il y a trois mois scandale, gaspillage et corruption, deviendra patriotisme et dévouement...

Je vois bien une république affichée sur les murs, trônant à l'Hôtel-de-Ville... où sont les républicains?

Toujours M. Dupin.

En rappelant qu'en 1830 ce fut M. Dupin qui empêcha de toucher à l'immovibilité de la magistrature, un journal ajoute: « Tout le monde s'étonne de le voir aujourd'hui adhérer, en conservant son siège, à la violation de ce principe. Sa démission n'eût pas été un acte de courage, mais un acte conséquent avec ses doctrines si hautement professées. »

Il n'est sorte de prières que le Gouvernement provisoire n'ait adressées à M. Dupin pour l'engager à vider son siège de procureur général à la cour de cassation. Rien n'y fait, M. Dupin reste malgré tout le monde: pourquoi?

Le voici:

Dans les premiers jours de la Révolution, au moment où les appétits des amis du *National* convoitaient la procure générale, une ordonnance parut au *Moniteur* annonçant la destitution du citoyen Dupin.

— Désolé, — répondit le procureur-général, — mais si l'on me destitue, je publie demain une lettre du citoyen Crémieux, adressée à M^{lle} la duchesse d'Orléans. Entre autres curiosités, cette lettre renferme ces mots: « Auguste princesse, les destinées de votre fils sont sur le point de s'accomplir, nous travaillons pour lui, etc., etc. »

Le coup était mortel pour un républicain de la veille, aussi M. Dupin reste-t-il procureur-général à la cour de cassation, — à la barbe israélite de M. Crémieux.

Qu'est devenu le fameux dossier de maroquin rouge trouvé aux Tuileries et déposé entre les mains provisoires du Gouvernement?

A la fête républicaine du 4 mai, prorogée au 10 ou 15 mai à cause de l'habillement des gardes nationales mobiles, — on entendra sans doute les fameuses cantates, — paroles et musique, — décréées par le citoyen Carnot. L'Hôtel des Monnaies s'apprête à frapper des médailles de bronze, et le citoyen ministre tient pour la circonstance un petit discours et un gracieux sourire pour encouragement.

Parmi les décrets sans nombre que fabrique la machine provisoire, nous remarquons celui-ci, dont le considérant mérite toute notre attention.

Le Gouvernement provisoire:

Considérant que le principe de l'égalité implique l'uniformité de costume pour les citoyens appelés aux mêmes fonctions;

Arrête:

Les représentants du peuple porteront l'habit noir, le gilet blanc rabattu sur les revers, le pantalon noir et une ceinture tricolore en soie garnie d'une frange en or à graine d'épinard. Ils auront à la boutonnière gauche un ruban rouge sur lequel seront dessinés les faisceaux de la République.

Nous demandons — où sera l'égalité entre l'habit noir de Staub ou de Dussautoy — et l'habit noir départemental, tiré de l'armoire pour la grande circonstance, — entre l'écharpe de vingt-neuf sous et la belle écharpe à crêpes d'or du citoyen Marrast?

Avant le 24 février, le chef du cabinet du ministre de l'intérieur avait 6,000 francs de traitement.

Aujourd'hui, sous le régime de l'économie républicaine, M. Elias Regnault, chef du cabinet de M. Ledru-Rollin, s'est laissé imposer un traitement de 10,000 francs. Le pauvre homme!

Avant le 24 février, la place de sous-chef du cabinet n'existait pas; M. Elias Regnault a poussé l'excès du patriotisme jusqu'à créer cette sinécure en faveur de son frère, M. Edmond Regnault.

Il existe encore au cabinet du ministre de l'intérieur un autre Regnault dont le prénom ne nous est pas connu; tout cela couche, mange, boit et émarque à l'hôtel.

Les employés du ministère ont donné à cette intéressante dynastie le nom collectif de *Pâte Regnault*.

Le citoyen ministre de l'intérieur a la prétention d'être calomnié. Il s'en console par cette réflexion aussi horticole que modeste, qui revient trois ou quatre fois dans le dernier *Bulletin de la République*: « Ce sont les meilleurs fruits que les insectes, les mouches, les pucerons, suivent sans relâche et avec furie de leurs morsures. » Nous ajoutons que ce sont surtout les fruits mûrs, les fruits qui vont tomber. Le ministre de l'intérieur n'a que deux mois de dictature; mais le soleil de l'impopularité mûrit vite hommes et choses.

Le citoyen ministre de l'intérieur croit en outre devoir se féliciter de ce que pas une goutte de sang n'a coulé depuis la révolution. Les cadavres tombés à Rouen, Nantes, Limoges, Elbeuf et Castelsarrazin ne se relèveront certainement pas pour lui donner un démenti. Le silence est aussi la politesse des morts.

On crie de tous côtés : à la réaction, et nous nous associons volontiers à ces plaintes. Mais distinguons.

Ceux-là seuls ne sont pas réactionnaires qui rêvent des restaurations impossibles.

Ceux-là aussi sont réactionnaires qui, par leurs niaises classifications en républicains de la veille et en républicains du lendemain, s'efforcent à convertir le parti républicain, d'immense majorité qu'il est, en infime minorité.

Ceux-là aussi sont réactionnaires, qui ne voient dans la République qu'un roi et une chambre des Pairs de moins, et qui voudraient conserver tout le vieil édifice social, sauf à le badigeonner à neuf.

Ceux-là enfin sont également réactionnaires qui prétendent, en plein 1848, jouer au jacobinisme pour la plus grande terreur des cuisinières et des bourgeois.

Arrière à la fois ces quatre réactions! Arrière les monarchistes, les exclusifs, les trembleurs et les sans-culottes!

La France, qui se rit des uns et des autres, vote aux premiers un bonnet de nuit; aux seconds, Bicêtre; aux troisièmes, une infusion de tilleul; aux quatrièmes, une guillotine de carton guillotinant un aristocrate de pain d'épice.

Dans les villes, la proclamation de la République a été bien accueillie par tous ceux qui ont le sentiment de leurs droits.

Mais dans les campagnes, « ce nouvel ordre de choses » a été accueilli avec froideur, peut-être avec indifférence.

Pourquoi?

Les habitants des campagnes, — vingt-cinq millions d'hommes environ, — habitués à lutter contre la faim, pressés par les besoins de chaque jour, sans cesse combattus, sans cesse renaissans, n'avaient ni le temps ni le loisir de s'occuper de leurs droits politiques.

Ce qu'ils voyaient, ce qu'ils comprenaient, c'est que parmi les hommes, les uns sont riches et heureux, — les autres pauvres et sacrifiés.

Et ils courbaient la tête avec résignation : leur ambition n'allait pas au-delà.

Aujourd'hui, vous les appelez à voter, à nommer leurs chefs et leurs représentants...

Que gagneront-ils à cela?

Ne leur faudra-t-il pas toujours acheter le droit de manger, de vivre par un travail opiniâtre, par la misère et les privations?...

Ce que demandent, ce qu'attendent les paysans, le savez-vous?

C'est de ne plus supporter à peu près seule **plus de moitié** des charges publiques.

Car, il ne faut pas l'oublier, — la propriété est tellement fractionnée, que les petits propriétaires, ayant à peine de quoi suffire à leurs besoins, se voient dans la nécessité de faire retomber les impôts sur les fermiers.

Ce qu'il faut, c'est améliorer le sort des paysans, et rendre impossible ces nombreuses émigrations d'ouvriers dans les villes.

Ce qu'il faut aux paysans, c'est leur prêter les droits de l'homme.

Jusqu'à présent, il faut en convenir, le peuple, — dans les campagnes et les départements, — n'a pas une grande sympathie pour tous les gouvernements.

Cela se conçoit aisément.

Il n'a de rapports qu'avec le percepteur, qui lui demande ses impôts;

Les préfets et sous-préfets, qui le font tirer au sort et le forcent à marcher à la gloire, dont il voudrait bien se passer;

Avec les notaires, les avoués et les huissiers, qui, forts de leur position exceptionnelle, ne se font pas faute de lui arracher jusqu'à son dernier sou.

Si, par malheur, il a l'audace de se plaindre et de recourir — au plus saint des devoirs, à l'insurrection, pauvre victime expiatoire, il est livré aux mains des gendarmes, des juges en robe rouge, — puis au grand justicier... le bourreau...

Gouverneurs, instruez-le, relevez-le à ses propres yeux, montrez-lui qu'il n'est plus une matière taillable et corvéable à merci.

Montrez-lui la République venant à son secours, — écrasant du pied les sangsues qui l'épuisent, — et l'appelant, comme tous ses enfants, au

grand banquet de la liberté, de la fraternité.

Donnez-lui enfin une éducation politique...

Qu'il ait ses livres et ses journaux...

Que l'instituteur primaire, largement rétribué, soit le premier magistrat de la commune.

Gouverneurs, vous avez une sainte et noble mission à remplir!

Malédiction sur vous si vous manquez à vos devoirs!

Au Citoyen Carnot.

Aujourd'hui, s'ils ne sont pas membres du Gouvernement provisoire, rédacteurs ou protégés par les rédacteurs du *National*, les gens de lettres sont menacés de mourir de faim.

Des neuf ministères qui se partagent aujourd'hui le Gouvernement de la France, le ministère de l'instruction publique est, sans contredit, l'un des premiers par l'importance de la mission qu'il remplit.

D'où vient qu'il est un des derniers par l'exiguité de son budget?

Sans parler ici de ses autres attributions, n'est-ce rien que de présider en quelque sorte au mouvement intellectuel et aux destinées littéraires de la France? Qui ne voit que diriger la littérature en France, c'est exercer la plus grande part d'action sur l'esprit public, c'est être presque maître des institutions et de l'avenir du pays!

La littérature d'un peuple dépend surtout de la direction première que l'éducation a donnée à son esprit. Par la haute influence qu'il exerce sur les lettres, par la nature même de ses fonctions, le ministre de l'instruction publique est le protecteur naturel de la littérature.

Borner son action à l'enseignement, c'est méconnaître une partie, la plus élevée de sa mission.

Sous ce dernier rapport, il est impossible de n'être pas frappé de l'insuffisance des ressources accordées par l'Etat pour l'encouragement aux lettres.

Depuis longtemps déjà, le système d'éducation universitaire, secondé par l'enseignement supérieur des chaires de littérature, a développé dans les masses intelligentes un instinct presque général et irrésistible. Vouloir étouffer cet instinct est une impossibilité; l'abandonner à lui-même après l'avoir formé serait une inconséquence dangereuse... Il faut le soutenir et l'utiliser en le dirigeant.

Chaque jour, dans les livres, dans les journaux, dans les théâtres, une armée d'écrivains formés par vos soins, travaille pour vous instruire ou pour vous distraire... Réunissez ces efforts isolés et souvent infructueux... encouragez ces ouvriers de la pensée... Vous leur avez donné l'instruction, fournissez-leur aussi les moyens de travail, afin qu'ils ne tournent pas contre vous l'instrument que vous avez mis entre leurs mains.

Donnez l'essor aux esprits timides, encouragez les forts...

La librairie se meurt, faute de livres importants et durables : relevez-la en lui offrant, dans des ouvrages distingués, des éléments de prospérité. Créez des travaux pour les talents capables et inoccupés... En France, la grève des écrivains est la plus dangereuse de toutes.

Considérée au point de vue de l'intérêt général, la librairie, abandonnée à l'ignorance et au caprice des éditeurs, demande une réorganisation complète. Quoique tombant, sous le rapport commercial, dans les attributions d'un autre ministère, cette industrie relève évidemment du ministre qui préside aux sciences et aux lettres. Une double impulsion imprimée à la librairie dans un but commun, par des moyens différents, réagirait efficacement sur la littérature. Cette tâche serait noble et particulièrement digne du ministre de l'instruction publique.

On n'improvise pas les chefs-d'œuvre. Tout ouvrage d'art qui porte le cachet de la précipitation n'est pas né viable. La liberté d'esprit est une des premières conditions de la production littéraire.

Convaincus sans doute de cette vérité, les grands seigneurs se faisaient autrefois un honneur d'entretenir à leurs frais des hommes de lettres d'un mérite plus ou moins reconnu. Pour n'en citer qu'un exemple, que serait devenu le génie de Corneille sans les libéralités de Richelieu?

Les chefs-d'œuvre n'existent qu'en germe dans le cerveau des grands écrivains; un hasard heureux, un seul coup de baguette de la fortune, les font éclore.

Le génie qui se développe dans l'isolement et se soutient par ses propres forces est comme une exubérance accidentelle de la nature, et le génie lui-même n'est qu'une exception. Dans un degré inférieur, il y a le talent qui demande des encouragements. Multiplié et épanoui sous une influence protectrice, il devient comme la floraison des sociétés polies, et peut, lui aussi, pousser de profondes racines et produire des fruits durables. Aujourd'hui que la dignité des mœurs publiques, que le sentiment de la supériorité de l'esprit, ne permettent plus à l'écrivain de mendier auprès des puissans et des riches, c'est à l'Etat qu'il appartient de le protéger.

Or, ce haut patronage de la littérature française, le ministre de l'instruction publique l'exerce par délégation.

Des chiffres sont ici nécessaires.

Le budget de 1848 a alloué au ministre de l'instruction publique, pour l'encouragement aux lettres, un crédit de 449,800 fr. Sur cette somme, il est consacré :

A des indemnités temporaires.....	137,600 fr.
A des indemnités éventuelles et secours littéraires.....	50,000

Total..... 187,600

En portant seulement à mille le nombre des écrivains véritablement dignes de la bienveillance du gouvernement, il résultera que la part de chacun d'eux dans les libéralités de la France sera de 187 fr. 60 c. par année.

L'exiguité de cette allocation paraît encore plus frappante, si on la compare à la somme affectée aux beaux-arts, dans le budget du ministère de l'intérieur.

Cette somme est de 3,261,000 fr.!

Les encouragemens et les indemnités annuelles aux artistes y figurent pour 348,700 fr., c'est-à-dire à peu près le double de la somme accordée aux hommes de lettres.

En outre de 1,184,200 fr. attribués aux subventions théâtrales, il est affecté 213,000 fr. à titre de subvention à la caisse des pensions de l'Opéra et à la caisse des retraites du Conservatoire de Musique...

Ainsi, on le voit, non-seulement la peinture, l'architecture, le beaux-arts proprement dits, mais encore des artistes dramatiques, les chanteurs et les danseurs participent, dans les plus riches proportions, aux munificences du budget.

En rapprochant ce chiffre total de 8,261,000 destiné aux artistes de celui 449,800 réservé aux hommes de lettres, on trouve une différence en plus de 2,811,200 fr. au profit des artistes.

Cette prédilection est-elle fondée?... Si la France marche au premier rang parmi les nations, n'est-ce pas à la littérature qu'elle le doit?

Si les peuples se sont, comme par enchantement, trouvés mûrs pour la liberté, n'est-ce pas aux lettres qu'ils le doivent?

Si l'Europe tout entière attend de Paris le mot d'ordre de l'émancipation, n'est-ce pas parce que c'est le foyer ardent où s'élaborent toutes les idées, toutes les théories, qui tôt ou tard doivent régénérer le monde?

On a beaucoup crié ces temps derniers contre le roman-feuilleton. — C'est à tort, selon nous. Eugène Sue, George Sand et plusieurs écrivains généreux ne sont pas étrangers à la grande révolution sociale qui vient de commencer.

Aujourd'hui l'épée est brisée, l'intelligence rayonne... place donc à l'intelligence.

Partie Officielle.

Assemblée nationale.

DÉCRET.

Le Gouvernement provisoire décrète :

Art. 1^{er}. Le 4 mai, à midi, les représentans du pouvoir se réuniront dans la salle des séances au palais de l'Assemblée nationale.

Art. 2. A une heure précise, les membres du Gouvernement provisoire et les ministres entreront dans la salle.

Art. 3. Le président du Gouvernement provisoire adressera aux représentans du peuple une allocution; il appellera ensuite au bureau provisoire :

1^o Le doyen d'âge, président;

2^o Les six représentans les plus jeunes pour faire fonction de secrétaires.

Art. 4. L'Assemblée, ainsi provisoirement constituée, sera invitée par le président à se rendre dans les bureaux pour la vérification des pouvoirs.

Art. 5. L'Assemblée se partage en dix-huit bureaux; chaque bureau est composé de cinquante membres pris sur la liste générale et successivement, par ordre alphabétique des départemens qui les ont élus.

Art. 6. Chaque bureau sera chargé de vérifier les pouvoirs de cinquante élus, de sorte que les dix-huit bureaux examineront les neuf cents élections.

Art. 7. Les procès-verbaux d'élection soumis à chaque bureau seront divisés par département et par ordre alphabétique, de manière qu'aucun bureau n'ait à statuer sur aucune des élections des départemens dans lesquels ses membres ont été nommés.

Art. 8. Si par des élections doubles ou multiples, quelques représentans font partie d'un bureau qui devrait statuer sur leur élection, le bureau prononcera sans qu'ils participent au vote.

Art. 9. Si la distribution des procès-verbaux par département réduit à moins de cinquante ou porte à un nombre supérieur à cinquante les élections à vérifier dans des bureaux, ces bureaux vérifieront le nombre de procès-verbaux qui leur auront été délégués.

Art. 10. A trois heures, la séance sera reprise, les élections non contestées seront soumises, sans désenquêter, à l'Assemblée, par un rapporteur nommé à cet effet par chaque bureau. Les élections qui pourront donner lieu à discussion seront rapportées après la constitution définitive de l'Assemblée.

Art. 11. L'Assemblée prononce sur la validité des élections, et le président proclame représentans du peuple ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.

Art. 12. Lorsque les représentans du peuple, proclamés par le président seront au nombre de six cents au moins, s'il ne reste plus de rapports à faire immédiatement sur des élections non contestées, l'Assemblée, composée des représentans dont les pouvoirs ont été vérifiés, procède à l'élection d'un président.

Art. 13. A cet effet, le président tire au sort neuf sections de scrutateurs, composées chacune de trois membres. Chaque représentant écrit son vote sur un bulletin; un des secrétaires fait l'appel nominal. Le représentant appelé reçoit de l'un des membres du bureau une boule de contrôle; il dépose son bulletin dans l'urne placée sur la tribune, il met la boule de contrôle dans une autre urne placée sur le bureau des secrétaires.

Art. 14. Les secrétaires constatent le nombre des bulletins déposés, et contrôlent ce nombre par celui des boules. Ils font ensuite la répartition des bulletins dans neuf corbeilles; chaque section de scrutateurs reçoit une de ces corbeilles. Les scrutateurs opèrent à chaque section le dépouillement des votes et transmettent le résultat à la première section, qui fait le recensement général.

Art. 15. Toutes ces opérations ont lieu en séance publique. Le résultat de ce recensement général est transmis au président, qui le proclame.

Art. 16. Si aucun représentant du peuple n'obtient quatre cent cinquante voix, il est procédé dans les mêmes formes à un second tour de scrutin.

Art. 17. Le représentant du peuple qui aura obtenu le plus grand nombre de suffrages sera proclamé président.

Art. 18. L'Assemblée nomme ensuite par scrutin de liste, et à la majorité relative, d'abord six vice-présidens, puis six secrétaires, enfin trois questeurs.

Art. 19. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé l'emporte.

Art. 20. Le président, les vice-présidens, les secrétaires et les questeurs sont nommés pour un mois.

Art. 21. Le président provisoire proclame successivement le nom des élus. Quand les nominations sont terminées, il appelle au fauteuil le président définitif. Le président installé appelle à son tour les membres du bureau définitif à prendre place.

Art. 22. Le président se lève et prononce ces mots : *Représentants du peuple, au nom de la République une et indivisible, l'Assemblée nationale est définitivement constituée. Vive la République!*

Art. 23. Le président du Gouvernement provisoire demande la parole au président de l'assemblée. Il rend compte, dans un discours, de la situation de l'Etat au 24 février et de la situation actuelle. Au nom du Gouvernement, il résume entre les mains des représentants du peuple les pouvoirs que l'acclamation du peuple lui avait conférés.

Art. 24. Chaque ministre rendra compte des actes de son ministère jusqu'au jour de la réunion de l'assemblée.

Le Gouvernement provisoire,

Vu le paragraphe 2 de l'art. 9 de l'arrêté en date du 13 mars dernier :

Vu les observations du commandant supérieur ;

Considérant qu'il importe de mettre l'organisation du service de santé, dans la garde nationale du département de la Seine, en rapport avec la force numérique des compagnies, bataillons et légions,

Arrête,

Art. 1^{er}. Le paragraphe 2 de l'art. 9 de l'arrêté, en date du 13 mars dernier, est rapporté.

§ 1^{er}. Le service de santé de chaque légion de l'infanterie de la garde nationale de Paris sera composé d'un chirurgien principal, d'un chirurgien-major par bataillon et d'un chirurgien aide-major par compagnie.

§ 2. Il y aura, en outre, dix chirurgiens aides-majors par légion pour le service du conseil de recensement, et du jury de révision.

§ 3. La légion de cavalerie aura un chirurgien-major ; chaque escadron aura un aide-major.

§ 4. La légion d'artillerie aura un chirurgien-major et douze chirurgiens aides-majors.

§ 5. L'état-major général aura un chirurgien en chef, trois chirurgiens principaux et trois chirurgiens-majors.

Art. 3. Les élections pour les chirurgiens principaux des légions d'infanterie, pour les chirurgiens-majors et aides-majors, seront faites par le corps médical de la circonscription de la légion, les officiers supérieurs de la légion et les capitaines commandants des compagnies.

Pour les légions d'artillerie et de cavalerie les élections seront faites par tout le corps médical, les officiers supérieurs de la légion et les capitaines commandants des compagnies.

Pour les légions d'artillerie et de cavalerie, les élections seront faites par tout le corps médical, les officiers supérieurs et capitaines commandants de ces corps.

Pour l'état-major général, les chirurgiens seront élus par le corps médical tout entier et les officiers composant l'état-major général.

Art. 4. Les chirurgiens de la garde nationale devront donner des soins gratuits aux gardes nationaux qui leur seront indiqués par un conseil formé dans chaque compagnie d'un nombre égal d'officiers, de sous-officiers, de caporaux et de gardes nationaux.

Art. 5. Le service médical dans les légions, bataillons et escadrons de la banlieue reste déterminé quant au nombre des emplois de chirurgien-major et aide-major par la loi du 22 mars 1831. Il sera pourvu auxdits emplois par l'élection. Ces élections seront faites par le corps médical de la circonscription de la légion, les officiers supérieurs de la légion et les capitaines commandants des compagnies, conformément à l'art. 3 ci-dessus, paragraphe 2.

Art. 6. Toutes les mesures relatives à l'exécution du présent arrêté seront déterminées par le maire de Paris, qui prononcera sur les diverses questions d'application et d'interprétation auxquelles cette exécution pourra donner lieu.

Fait en conseil de gouvernement.

Paris, 30 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

En vertu d'un arrêté du ministre de l'intérieur, les élections pour les chirurgiens principaux des légions d'infanterie de la garde nationale de Paris, pour les chirurgiens-majors et aides-majors, seront faites par le corps médical de la circonscription de la légion, les officiers supérieurs de la légion et les capitaines commandants de compagnie.

Pour les légions d'artillerie et de cavalerie, les élections seront faites par tout le corps médical, les officiers supérieurs et capitaines commandants de ces corps.

Pour l'état-major général, les chirurgiens seront élus par le corps médical tout entier et les officiers composant l'état-major général.

Art. 4. Les chirurgiens de la garde nationale devront donner des soins gratuits aux gardes nationaux qui leur seront indiqués par un conseil formé dans chaque compagnie d'un nombre égal d'officiers, de sous-officiers, de caporaux, et de gardes nationaux.

— Le Gouvernement provisoire :

Considérant que le principe de l'égalité implique l'uniformité de costume pour les citoyens appelés aux mêmes fonctions ;

Arrête ;

Les représentants du peuple porteront l'habit noir, le gilet blanc rabattu sur les revers, le pantalon noir et une ceinture tricolore en soie garnie d'une frange en or à grain d'épinière. Ils auront à la boutonnière gauche un ruban rouge sur lequel seront dessinés les faisceaux de la République.

— Le Gouvernement provisoire :

Attendu que, lorsque le Gouvernement provisoire a décrété que les gardes nationaux mobiles de Rouen seraient incorporés dans les 24 bataillons de la garde nationale mobile de Paris, il ignorait que les cadres des bataillons de Rouen fussent formés et que les officiers fussent nommés,

Décète :

Le bataillon de garde nationale mobile de Rouen est incorporé dans la garde nationale mobile de Paris, dans laquelle il formera un bataillon spécial portant le numéro 25.

ELECTIONS.

Trois prélats, l'archevêque de Paris, et les évêques d'Orléans (l'abbé Fayet) et de Quimper, Mgr Graveron, sont nommés représentants du peuple.

Une question bizarre d'identité électorale va se présenter. On a nommé à Paris un M. Schmitt, auteur du *Catéchisme de l'ouvrier*, désigné par plusieurs votants sous le nom de Schmitt, ouvrier. Or, ce serait un ancien chef de division du ministère de la justice sous MM. Barthe, Persil et Martin du Nord, ancien maître des requêtes jouissant de 6,000 fr. de retraite.

Que fera-t-on d'une telle élection ?

Après les 34 candidats proclamés à Paris, viennent 24 noms dont plusieurs ont près de 100,000 voix. Le dernier des 24, l'Homme au petit manteau bleu, compte encore 40,849 voix.

— A Rouen, le dernier élu a eu 100,604 suffrages : le commissaire du département, M. Deschamps, qui vient après lui, n'en compte que 47,142.

L'élection de M. Charles Lesseps a échoué dans le département de Lot-et-Garonne, malgré le concours pressenti qu'a donné M. Ledru-Rollin à la candidature de M. Lesseps.

Le dernier candidat nommé dans la Sarthe a eu 57,700 voix. M. Ledru-Rollin n'en a obtenu que 46,186.

En résumé, dit un journal de Lyon, et sauf réclamation, la représentation lyonnaise se compose de :

Quatre communistes,
Trois républicains,
Trois libéraux,
Deux indifférents,
Deux membres d'opinions inconnues ou douteuses.

On dit qu'on a saisi au bureau de l'ex-*Tribune*, de Rouen, des papiers qui compromettent singulièrement certains personnages administratifs. Deux Icariens, les sieurs Brunet et Caudron, dont l'un est rédacteur du *Populaire*, ont été arrêtés à Rouen pendant les troubles.

Trois chefs communistes venus de Paris ont été arrêtés vers la barricade Saint-Julien. L'un d'eux, qui avait échappé à son escorte, a été tué d'un coup de fusil.

On lit dans l'*Union nationale* de Lyon :

« A la suite de la suppression des bons de subsistances, qu'un employé de la mairie venait de leur notifier, les *Voraces*, qui faisaient le service de l'Hôtel-de-Ville avec la garde nationale et la troupe de ligne, ont quitté le poste hier soir, et sont remontés à la Croix-Rousse.

M. E. Arago doit, nous assure-t-on, quitter aujourd'hui notre ville. M. Olivier, directeur du comptoir d'escompte, étant venu, ces jours derniers, lui réclamer une somme de 500,000 fr. que la Banque de France envoyait en aide à la place de Lyon, a reçu de lui pour toute réponse qu'il avait en effet reçu cette somme et qu'il en avait disposé pour autre chose. — C'est là un joli bouquet d'adieu. »

Nous apprenons que la légion italienne est arrivée à Gènes le 25, où le bateau à vapeur français le *Caire* l'a débarquée sans aucune opposition de la part des autorités sardes.

Le général de brigade Poncelet est nommé commandant de l'école polytechnique.

Le chef d'escadron d'artillerie Lebœuf est nommé commandant en deuxième du même établissement. (Moniteur.)

On lit dans la *Vraie république* :

« Hier, au tribunal correctionnel. M^{re} Marie, avocat, membre du Gouvernement provisoire, ministre des travaux publics, a fait solliciter une remise, prévoyant le cas où il serait bientôt rendu à ses travaux habituels. Le tribunal a remis à quatre semaines. »

On prépare en ce moment, au ministère de l'intérieur, un travail sur la réorganisation des préfectures départementales. Il paraît que les commissaires de département recevront, avec un titre nouveau, de nouvelles attributions. On ne tardera pas à leur retirer les pouvoirs illimités qu'on a dû leur donner dans les circonstances exceptionnelles qui ont suivi la révolution. (Droit.)

La Commune de Paris annonce aujourd'hui que c'est sur l'avis même de l'état-major de la place qu'elle a renforcé son poste d'hommes armés. Nous ne doutons pas de la vérité du fait ; mais ne serait-ce pas à l'état-major à placer des détachements là où il peut croire leur présence nécessaire ? Si chacun se gardait et se créait des escortes à son gré, nous retournerions bien vite de quelques siècles en arrière, au temps où le roi, de Guise, Mayenne, avaient chacun ses gens d'armes et ses gardes écossaises, irlandaises ou suisses.

Nous avons eu pendant assez longtemps les montagnards de la préfecture, les tricolores de l'Hôtel-de-Ville, la garde républicaine de la rue de Tournon, les Lyonnais du Temple, la garde urbaine des Célestins, sans compter les mousquetaires de la commune de Paris. Il est temps que nous en revenions à avoir tout simplement l'armée française.

Suivant le budget de 1848, le chiffre des contributions foncières s'élève à 279,456,080 fr.

Le nombre des propriétaires inscrits au rôle immobilier est de 10,893,528, ainsi répartis :

Cotes au-dessous de 5 fr.	5,205,411
» de 5 à 10	1,205,411
» de 10 à 20	1,514,251
» de 20 à 30	759,206
» de 30 à 50	684,165
» de 50 à 100	553,250
» de 100 à 300	341,159
» de 300 à 500	57,555
» de 500 à 1,000	33,196
» Enfin de 1,000 et au-dessus	13,361

Il y a donc environ huit millions cinq cent mille contribuables au-dessous de 20 fr. La moyenne de la cote est de 5 à 6 fr., ce qui donne un produit de cinquante millions environ. Par conséquent, au-dessous de la cote de 20 fr., les deux millions cinq cent mille propriétaires paient environ deux cent trente millions. On propose de supprimer la surtaxe de 45 centimes, et de la remplacer par un emprunt qui atteindrait seulement les cotes de 20 fr. et au-dessus.

Les nouvelles d'Italie n'apportent guère aucun fait nouveau. Un bâtiment à vapeur, chargé de volontaires siciliens qui se rendent au camp de Charles-Albert, est arrivé à Civita-Vecchia.

En Espagne, il n'est question que de renforts militaires appelés à Madrid, et de saisies de journaux.

En Catalogne, on signale toujours des bandes carlistes.

L'assemblée constituante du Luxembourg hollandais a tenu sa première séance le 25 de ce mois à Ettelbruck.

Immédiatement après le serment de fidélité au grand-duc, l'assemblée a dû prendre une résolution qui, dans les circonstances, n'est pas sans gravité.

Cinquante ouvriers, délégués, ont-ils dit, par six mille de leurs camarades, se sont présentés à la salle des séances des Etats, demandant l'entrée et le droit d'observations verbales. — Refus de la part de l'assemblée, insistance de la députation, dont le désir s'est en définitive réduit à déposer une pétition, en l'accompagnant de quelques paroles.

A la suite d'une discussion assez vive dans le sein des Etats, discussion dans laquelle plusieurs membres insistaient pour que que les ouvriers fussent admis, on a résolu de recourir aux moyens de persuasion, et obtenu que la députation se retirât sans désordre.

Le grand-duché est appelé à élire des députés pour l'assemblée de Francfort. Le mode d'élection va être déterminé par les Etats. Déjà sur ce premier vote l'esprit et la tendance de l'assemblée constituante se feront apprécier.

On lit dans la *Gazette de Cologne* du 30 avril :

« Berlin, 29. — Dépêche télégraphique adressée par le ministre, d'Ausewald au président de régence Raumer : *Par suite de difficultés survenues dans les imprimeries en ce qui concerne le salaire des ouvriers, les journaux de Berlin ne paraîtront pas aujourd'hui et peut-être pas d'ici quelques jours.*

M. Struve, l'un des chefs de l'insurrection badoise, et une trentaine d'Allemands formant les débris de la colonne de Bornstedt, sont arrivés le 28 avril à Strasbourg. Tout le reste a été anéanti ; pris entre deux feux par les Wurtembergeois, les compagnons de Bornstedt ont été impitoyablement massacrés. Bornstedt lui-même aurait été tué, dit-on, à coups de baïonnettes.

Nous trouvons les détails suivants dans une lettre particulière, écrite de Madrid, en date du 20 avril :

Tout Madrid est plein d'une aventure arrivée au duc et à la duchesse de Montpensier. Ils se rendaient à Aranjuez en petit équipage et avec un seul domestique. Parvenus à la hauteur de Benelezzo, ils ont été entourés par une troupe de cabecillas qui court le pays sous les ordres du fameux capitaine Leandro Moussen. Toute résistance était impossible. Aussi Montpensier et sa femme (*tu mujer*) se sont-ils mis à la discrétion des cabecillas.

Ceux-ci apprirent bientôt quels étaient leurs prisonniers, la jeune femme ayant cherché à les attendre. Mais eux se mirent à danser de joyeux fandangos, en criant : *Vive la nation et la liberté ! mort à la reine qui viole nos droits ! (los fueros)*

Qu'on juge des tranes des voyageurs. Cependant, après quatre heures d'anxiété, ils furent admis à payer rançon. Ils abandonnèrent tout leur argent et leurs bijoux, et promirent en outre une forte somme. L'on dit que M. de Montpensier se prépare à exécuter cette promesse, car il sait que les cabecillas ne le manqueraient pas une seconde fois ; et, s'ils le veulent, ils sauront le rattrapper.

FAITS DIVERS.

Un arrêté de M. Lucien Guignes, commissaire du gouvernement dans le département du Var, a remis au 29 avril le recensement général des votes, qui avait été fixé d'abord au 27 avril, attendu que les opérations de Toulon ne pouvaient pas être terminées avant le 28.

— On nous affirme d'une manière positive que cette nuit, vers les quatre heures, le poste de la pointe Saint-Eustache a été attaqué par quatre hommes armés de sabres, de poignards et de

pistolets; ils avaient espéré, en payant d'audace, faire déposer les armes; ils ont trouvé de la résistance, et ce matin ces quatre bandits étaient conduits à la préfecture de police.

— Dans le Lot, des désordres ont éclaté sur plusieurs points. Le rédacteur en chef de la *Reforme*, qui était venu soutenir sa candidature, et qui a échoué, a été chassé, dit-on, à coups de pierres.

— M. Cormenin, dit-on, chargé de faire un projet de constitution, propose trois consuls ayant le *veto suspensif*, et une assemblée unique, pour tâter de plus près le pouls de la nation.

— Il paraît que les poursuites dirigées par M. Landrin, procureur de la République, pour arriver à la découverte de manuscrits qu'on disait appartenir à la Bibliothèque nationale, ont été couronnées de succès, et que des ouvrages très-importants ont été retrouvés et mis sous la main de la justice.

— A compter d'aujourd'hui lundi, 1^{er} mai, le prix du pain dans Paris, est fixé ainsi qu'il suit, savoir :

Le pain de 1^{re} qualité, à 27 cent. le kilogr.

Le pain de 2^e qualité, à 20 cent. le kilogr.

— M. Berryer, qui vient d'être nommé représentant dans les Bouches-du-Rhône, est parti hier subitement pour Nantes, où l'appelle l'état désespéré de sa belle-fille, madame Arthur Berryer, née de Granville.

Indre-et-Loire. — Un conflit d'autorités a éclaté à Blois, entre MM. Gouache et Ducoux, qui tous les deux prétendent être commissaires-général de Loir-et-Cher. M. Gouache a déclaré qu'il avait droit de contrôle sur tous les actes de M. Ducoux. Ce dernier a publié alors une proclamation démontrant à tout le monde qu'il n'entend pas se soumettre aux prétentions illégales de ce commissaire-général.

M. Gouache, en apprenant la résolution de M. Ducoux de lui contester ses pouvoirs, est allé demander au colonel du régiment en garnison à Blois de mettre cent hommes à sa disposition; mais le colonel lui a répondu qu'il ne le ferait qu'autant que ces soldats seraient destinés à agir de concert avec la garde nationale. Une réponse semblable aurait été faite par le capitaine de la gendarmerie.

M. Gouache est parti pour Paris dans la nuit du 28 au 29 avril, par un convoi spécial du chemin de fer. (La Presse.)

Aisne. — Le *Journal de l'Aisne* annonce que, par suite de dissensions entre les commissaires du Gouvernement, MM. Leclanché et Nyon sont partis en poste de Laon dans la matinée du 29 avril.

— Le théâtre du Vaudeville a rouvert samedi sous la direction de M. Prat, qui a dirigé avec des succès bien divers quelques théâtres de province. A côté de l'excellente pensée qui s'est traduite par une diminution notable du prix des places, M. Prat a eu la mauvaise inspiration de prendre des acteurs au rabais. Deux de ses pièces d'ouverture n'ont pas été achevées et ne méritaient pas d'être mises à l'étude, même aux Funambules. Parmi les acteurs que M. Prat a engagés, il n'y en a point qui soient hors ligne; il y en a quelques-uns de passables, et un plus grand nombre qui se trouvaient à la hauteur de leurs rôles.

M. Prat fera donc bien de se recueillir, d'étudier la différence qu'il y a entre un théâtre de Paris et un théâtre de province.

— Des sous-officiers brigadiers et soldats de l'ex-garde municipale de Paris ont apporté, à titre de don patriotique, une somme de 160 fr., montant d'une collecte faite entre eux.

— M. Basset quitte la direction du théâtre national de l'Opéra-Comique. Le ministre de l'intérieur vient d'accorder à M. Emile Perrin la concession de l'exploitation de ce théâtre pour dix années.

— Il y a longtemps que nous l'avons dit, et nous le répétons avec toute l'énergie d'une conviction mûrie par la réflexion et l'expérience : l'anarchie est le grand chemin par lequel arrivent les réactions. Combattre l'anarchie c'est enlever aux réactionnaires leur arme la plus puissante, celle sur laquelle ils comptent le plus, et avec raison. La France veut la République, l'Assemblée ne pourra, quoi que pensent certains de ses membres, vouloir autre chose; et si, par impossible, des partis à jamais vaincus prétendaient tirer avantage de certains choix malencontreux pour faire dériver la révolution et l'empêcher de produire, comme nous le disions plus haut, ses fruits nécessaires et naturels, la pression de l'opinion déjouerait bien vite ces folles espérances. Elles n'oseraient même se manifester si l'union de toutes les nuances républicaines ne se rompait pas. D'un autre côté, on enlèverait à la

réaction tout prétexte si, en même temps qu'il se tiendrait ferme sur le terrain démocratique, le gouvernement assurait le respect de son autorité partout où il pourrait recevoir des atteintes. L'ordre dans la liberté, tel est le vœu unanime de la population. (Le National.)

Troubles à Nantes.

Samedi, 29 avril. — Des désordres graves ont eu lieu cette nuit dans notre ville :

Dans la journée, une foule nombreuse, composée en partie d'ouvriers, était venue protester tumultueusement à la mairie et à la Préfecture contre le choix de la volonté nationale, et avait proféré les cris les plus sédiciois et les plus menaçants.

Dans la soirée, une séance orageuse avait eu lieu au club de l'Oratoire. M. le commissaire général Rocher s'était, nous assure-t-on, efforcé de calmer l'irritation d'un nombreux auditoire composé presque exclusivement des bandes qui presque tout le jour avaient parcouru les rues ou stationné sur les places. De nombreuses promesses de céder aux exigences exprimées avaient été faites par M. Rocher, entre autres celle de certaines destitutions.

Mais, dans la soirée, des bandes factieuses envoyèrent à la mairie une députation afin d'empêcher la sortie des patrouilles qui, la veille, avaient déjoué les premières tentatives d'émeute.

Cette députation s'étant engagée, sur l'honneur, à maintenir le bon ordre si l'on avait égard à sa réclamation, M. le maire et M. Rocher avaient promis de ne faire circuler aucun détachement. C'est alors que les émeutiers, mettant à profit l'absence de la force armée, se sont d'abord rendus de l'hôtel-de-ville à l'Oratoire, et de là à l'évêché, puis, après en avoir brisé la rampe, dont ils enlevèrent tout le fer, et s'en être fait une espèce d'armes, ils essayèrent d'enfoncer la grande porte, qui, heureusement, résista à tous leurs efforts. La cavalerie et la ligne n'arrivèrent sur les lieux qu'après le départ des émeutiers.

C'est aussi quelques instans après qu'était envahie par escalade la curé de Saint-Nicolas, où ne se trouvaient que deux sergens de ville, un domestique du presbytère et un prêtre attaché à la paroisse. Les émeutiers avaient saccagé tous les appartemens, quand un piquet de garde nationale est accouru; il n'a pu que disperser les émeutiers qui occupaient encore les rues adjacentes. Une dizaine des auteurs de cet odieux attentat à la propriété et à la souveraineté nationale ont été cernés dans une maison de la rue Rubens, où ils s'étaient réfugiés, et arrêtés par M. le colonel de la garde nationale lui-même, assisté d'un commissaire de police et d'un détachement de la garde nationale.

C'est dans cette même rue que des pavés avaient été arrachés dans le but de former des barricades; mais la présence de la cavalerie y a aussitôt mis obstacle.

La boutique d'un serrurier de la rue Contrescarpe avait été peu d'instans auparavant enfoncée, et des outils et des barres de fer y avaient été enlevés malgré la résistance courageuse des propriétaires à qui les émeutiers répétaient qu'ils voulaient à tout prix des armes pour faire des barricades et massacrer les dragons.

Le zèle et l'attitude de la garde nationale, de la ligne et de la cavalerie sont au-dessus de tous éloges, et nous sommes heureux de pouvoir donner l'assurance que les autorités sont résolues à repousser toute nouvelle agression de cette nature et de pareils excès, avec la plus grande rigueur.

BOURSE DE PARIS. — 1^{er} mai 1848.

FONDS FRANÇAIS.	AU COMPTANT.				A TERME.			
	1 ^{er} Crs.	Pl. haut.	Pl. bas.	Dern.	1 ^{er} Crs.	Pl. haut.	Pl. bas.	Dern.
3 p. 0/0.....	48 50	48 50	47 75	47 50	48 25	48 25	47 50	47 75
5 p. 0/0.....	70 75	70 75	69 65	70 75	70 75	70 75	70 75	70 75
Emprunt 3 p. 0/0.....	30 34	30 34	30 34	30 34	30 34	30 34	30 34	30 34
4 1/2 p. 0/0.....	30 34	30 34	30 34	30 34	30 34	30 34	30 34	30 34
4 p. 0/0.....	30 34	30 34	30 34	30 34	30 34	30 34	30 34	30 34
Bons du Trés. (pr.).....	30 34	30 34	30 34	30 34	30 34	30 34	30 34	30 34
Banque de France.....	1400	1500	1470	1470	1400	1500	1470	1470
Ch. de fer St-Germain.....	120	120	120	120	120	120	120	120
— Versailles (rive dr.).....	120	120	120	120	120	120	120	120
— Versailles (rive g.).....	120	120	120	120	120	120	120	120
— Paris à Orléans.....	560	560	560	560	560	560	560	560
— Paris à Rouen.....	405 450	405 450	405 450	405 450	405 450	405 450	405 450	405 450
— Rouen au Havre.....	200	200	200	200	200	200	200	200
— Marseille à Avignon.....	250	250	250	250	250	250	250	250
— Strasbourg à Bâle.....	87 50	87 50	87 50	87 50	87 50	87 50	87 50	87 50
— Orléans à Vierzon.....	250	250	250	250	250	250	250	250
Boulogne à Amiens.....	395	395	395	395	395	395	395	395
Orléans à Bordeaux.....	395	395	395	395	395	395	395	395
Nord.....	350 343 75	350 343 75	350 343 75	350 343 75	350 343 75	350 343 75	350 343 75	350 343 75
Monterea à Troyes.....	120	120	120	120	120	120	120	120
Famp. à Hazebrouck.....	120	120	120	120	120	120	120	120
Dieppe à Fécamp.....	120	120	120	120	120	120	120	120
Paris à Strasbourg.....	355 351 25	355 351 25	355 351 25	355 351 25	355 351 25	355 351 25	355 351 25	355 351 25
Tours à Nantes.....	325	325	325	325	325	325	325	325
Tours à Nantes.....	302 50 300	302 50 300	302 50 300	302 50 300	302 50 300	302 50 300	302 50 300	302 50 300
Oblig. 4 0/0, av. p., j. jér.....	4040	4040	4040	4040	4040	4040	4040	4040
Rentes de Naples, 5 0/0.....	60	60	60	60	60	60	60	60
Emprunt Romain.....	56 3/4	56 3/4	56 3/4	56 3/4	56 3/4	56 3/4	56 3/4	56 3/4
Esp. dette act. 3 0/0 1844.....	1844	1844	1844	1844	1844	1844	1844	1844
Empr. Belge 1840, 0/0.....	71 1/2	71 1/2	71 1/2	71 1/2	71 1/2	71 1/2	71 1/2	71 1/2
1842.....	71 1/2	71 1/2	71 1/2	71 1/2	71 1/2	71 1/2	71 1/2	71 1/2
Caisse hypothéc., ac- tion de 1,000.....	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
4 canaux, ac. à 5 p. 100.....	100	100	100	100	100	100	100	100
Mines de la Gr. Combe.....	2600 2900	2600 2900	2600 2900	2600 2900	2600 2900	2600 2900	2600 2900	2600 2900
Zinc Vieille-Montagne.....	2600 2900	2600 2900	2600 2900	2600 2900	2600 2900	2600 2900	2600 2900	2600 2900
Ville de Paris, Rente 5 0/0, j. jér 1848.....	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000

La marche ascensionnelle des fonds s'est soutenue aujourd'hui. Le 3 0/0, ouvert à 48, a fait 48 50 et fermé à 47 50.

Les nouvelles de troubles dans les départemens n'ont eu aucune influence en baisse.

Le 5 0/0, ouvert à 70 fr., a fait 71 fr., et fermé à 70 fr. 75 c.

Les actions de la Banque se tiennent au-dessous du 500 fr. Les chemins de fer sont faibles et assez effrits.

Bourses Étrangères.

AMSTERDAM, 29 avril. — 5 0/0 7 1/16 à 3/4; Ard. (de 510) 7 1/8 à 1/4. 5 0/0 espagnol 31 1/4 à 22; Int. 2 1/2 42 1/8; 3 0/0 48 à 48 1/4; 4 0/0 63 1/4 à 3 8.

FRANCFORT, 28 avril. — 5 0/0 59 1/2 pap.; 57 1/2 arg.; 2 1/2 0/0 30 3/4 pap.; 29 3/4 a. g.; 3 0/0 espag. 16 1/4 arg.

HAMBURG, 27 avril. — 5 0/0 Ard. 6 1/2 pap.; 6 3/8 arg.; 3 0/0 espag. 15, arg.

MADRID, 26 avril. — 3 0/0 21 1/4 pap.; 5 0/0 13 1/4 pap. Dette sans int. 5 pap.

L'AVANT-GARDE.

Les fondateurs du journal *L'Avant-garde Républicaine*, voulant faire participer aux bénéfices de leur entreprise tous leurs abonnés, ont résolu d'accorder quinze parts proportionnelles de propriété par série de cinq mille abonnés.

Ces parts tirées par la voie du sort, en présence de tous les souscripteurs, seront échangées à la caisse de l'administration contre leur valeur EN ESPÈCES sur la demande des souscripteurs gagnants.

Pour les fondateurs,

Le gérant, V. BERGER.

Chaque série de cinq mille numéros concourront aux parts suivantes :

Une part de propriété de :	500 fr.	ou	500 fr.	en espèces.
Une —	100	100	—	—
Une —	100	100	—	—
Une —	100	100	—	—
Une —	100	100	—	—
Une —	50	50	—	—
Une —	50	50	—	—
Une —	50	50	—	—
Une —	50	50	—	—
Une —	50	50	—	—
Une —	50	50	—	—
Une —	50	50	—	—
Une —	50	50	—	—
Une —	50	50	—	—
Une —	50	50	—	—

Bulletin d'abonnement au journal *L'Avant-Garde Républicaine*.

Je soussigné, après avoir pris connaissance des engagements contractés par le gérant du journal *L'Avant-garde Républicaine* envers les abonnés fondateurs de ce journal, déclare m'inscrire comme abonné pour trois mois, commençant le

et finissant le

Ledit abonnement, payable mensuellement et d'avance. Je paierai la somme de UN FRANC CINQUANTE CENTIMES, sur présentation de quittance signée du gérant et du caissier et en échange de ce premier versement, je recevrai un bulletin indiquant le numéro qui devra concourir au tirage des parts de propriété, tirage qui aura lieu lorsqu'une série de 5,000 abonnés sera complète.

Paris, le

Signature.

Rue

N. B. Pour participer aux bénéfices de cette combinaison, il faut signer cet engagement, indiquer avec exactitude son adresse et renvoyer ce numéro à l'administration du journal, passage Jouffroy, n° 44.

Le gérant, LÉVÊQUE.

Paris. — Imprimerie de E. BRIERE, rue Sainte-Anne, 25.

Passage Jouffroy, 16,

CERCLE-CLUB DE LA GARDE NATIONALE

ET DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Desséances alternatives de ces deux Clubs ont lieu chaque jour, à huit heures du soir. Les souscripteurs ont toute la journée à leur disposition un salon de lecture, tous les journaux de Paris, des départemens et de l'étranger; de vastes galeries, des salons de conversation, des salles de jeu, etc., etc.

Prix de la Souscription, 3 francs.